

**LE SUD GLOBAL N'EST PAS UN MIRAGE,
IL DOIT NOUS FAIRE REPENSER
NOTRE VISION OCCIDENTALE DU MONDE**

Prise de parole de Matthias Leridon devant l'Académie des Sciences d'Outre-Mer le 20 juin 2025

Monsieur le Secrétaire Perpétuel,
Madame la Présidente,
Chers Académiciens,

Nous vivons un moment de bascule historique. Les fondements du multilatéralisme tel que conçus à la fin de la Seconde Guerre mondiale au XX^{ème} siècle sont profondément remis en cause partout dans le monde.

Et cette remise en cause n'est ni marginale, ni conjoncturelle : elle est à la fois culturelle, géopolitique, juridique et civilisationnelle. L'actualité mondiale nous en apporte tous les jours la preuve.

Cette remise en cause prend aujourd'hui la forme d'un ensemble indéfini mais très présent que l'on désigne comme le Sud global.

Le Sud global se définit avant tout par ce qu'il n'est pas.
Ce n'est ni une organisation formelle, ni un traité, ni un accord multilatéral.
Il n'est pas non plus le fruit d'une conférence, d'un sommet ou d'une charte commune.
Ce n'est pas une structure et certains voient en lui une idée, un concept parfois même une construction médiatique.

Mais s'il n'est pas organisé, il est éminemment opérant, structurant et actif.

Le Sud global est déjà une entité politique certes informelle, mais puissante, qui se développe en dehors du champ institutionnel classique.

Les BRICS en ont été un signal annonciateur, même si leur élargissement ne saurait en représenter toute la réalité.

Le Sud global s'est d'abord constitué en réaction.

En réaction à une vision du monde imposée par l'Occident depuis 1945. Cette vision, notre vision normée, structurée, organisée, hiérarchisée, portée par des institutions conçues à San Francisco ou à Bretton Woods, est aujourd'hui largement rejetée.

Non pas tant pour ce qu'elle est, que pour le fait qu'elle est désormais perçue comme non universelle par la majorité des pays dans le monde. Au fond, le Sud global est une forme de « multilatéralisme sans l'Occident ».

Il conteste l'idée que seule une structure institutionnelle formelle, validée par les puissances occidentales, peut générer de la légitimité. Et c'est précisément cela qui heurte notre approche : l'idée que pour « compter », il faut exister dans un cadre organisationnel reconnu par l'ONU, l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale.

Or, ce Sud global fonctionne autrement. Il fonctionne malgré l'absence de structure. C'est une forme de remise en cause de notre conception d'un certain multilatéralisme, triomphant car contrôlé. La dynamique du Sud global est, en réalité, beaucoup plus large.

Cette remise en cause se manifeste de façon très inquiétante par la désinstitutionnalisation du droit international. Le conflit russo-ukrainien, la guerre à Gaza, les tensions autour du Kivu entre la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya, et aujourd'hui la guerre entre Israël et l'Iran révèlent la faiblesse croissante du cadre juridique mondial.

Quand même un chef d'État comme Donald Trump, peut impunément évoquer l'annexion du Groenland ou du Canada comme s'il s'agissait de terrains de jeu diplomatiques, alors le droit international n'est plus un rempart, il est, dans le meilleur des cas, un souvenir.

Car, comment reconstruire demain un droit international sur les ruines du droit international ? Peut-on imaginer Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahu ou Paul Kagame comparaître un jour devant la Cour pénale internationale ?

Il y a peu de chances. Quant à l'ONU, cette instance censée gérer le droit international, la voix de son secrétaire général est aujourd'hui inaudible.

Ses décisions sont sans impact, ne sont même plus symboliques, et son incapacité à gérer les remises en cause du droit international est patente. Quelle ironie du sort qui a fait d'un ancien Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Secrétaire général de l'ONU qui, sous son mandat, en aura créé le plus grand nombre dans l'Histoire du monde moderne.

Je vous rappelle que l'ONU est née en 1945, sur les cendres de la Société des Nations, fondée elle en 1919 et dissoute en 1946 après avoir échoué à empêcher la Seconde Guerre mondiale. L'ONU a connu son apogée dans la seconde moitié du XXe siècle, mais est restée figée dans des équilibres géopolitiques qui ne représentent plus du tout le monde de 2025.

Le Sud global, dans une certaine mesure, prolonge une dynamique plus ancienne : celle du mouvement des non-alignés, lancé en 1955 à Bandung, formalisé à Belgrade en 1961 sous l'impulsion de Tito, Nehru et Nasser. Ce mouvement se voulait indépendant à la fois du bloc soviétique et du bloc occidental. Aujourd'hui, s'il existe encore formellement, il a été dépassé par une réalité nouvelle : celle de pays qui ne veulent pas simplement être neutres, mais acteurs d'un ordre mondial différent. Le Sud global n'est pas neutre. Il est affirmatif, réactif et structurant.

Ce qui fédère aujourd'hui les pays du Sud global, ce sont trois principes fondamentaux :

- Le respect absolu du multiculturalisme dans le multilatéralisme par le refus de l'uniformisation culturelle occidentale véhiculée par la mondialisation économique du XXe siècle
- La volonté absolue d'une souveraineté nationale affranchie de l'héritage colonial : une souveraineté définie par soi-même, non héritée et surtout « non donnée » ou « non autorisée »
- Une nouvelle agilité dans les formes de coopération internationale en réaction à la défiance dans les structures occidentales du 20ème siècle pour imaginer l'ordre mondial du 21ème siècle.

Ce qui frappe dans l'émergence du Sud global, c'est qu'on le perçoit souvent comme un « phénomène inédit », non important et de peu d'impact puisque non institutionnalisé.

Pourtant, ce type de structuration informelle, fluide, sans institutions fixes, existe déjà dans d'autres champs, notamment dans le domaine social. En France, par exemple, le dialogue social a longtemps reposé sur un triptyque bien établi : syndicats de salariés, syndicats patronaux et État.

Mais progressivement, ce modèle a été contourné, voire dépassé, par l'apparition de nouvelles formes de mobilisation : coordinations étudiantes ou sectorielles, mouvements spontanés comme « Nuit Debout » ou les « Gilets jaunes » et avant eux Solidarność avec Lech WALESA.

Ces initiatives ont vu le jour sans structure hiérarchique, souvent sur fond de sentiment d'injustice ou de rupture avec un ordre établi. Elles se sont formées autour d'enjeux ponctuels, dans une logique de réaction à un événement, une crise ou un refus d'une société n'apportant plus d'avenir à une partie de sa population. Certes leur durée de vie a été limitée. Mais leur impact perdure.

La différence fondamentale entre ces mouvements et le Sud global réside précisément là : ce dernier ne repose pas sur une impulsion conjoncturelle ou une indignation passagère. Il est enraciné dans des

dynamiques profondes, durables et transversales qui dépassent l'actualité. Les principes qui le fondent ne sont pas des réactions temporaires, mais des éléments constitutifs d'une volonté globalisée de redéfinir les règles du jeu international.

La création du Sud global est paradoxalement aidée par les Occidentaux eux-mêmes : les structures occidentales du multilatéralisme sont aujourd'hui remises en cause... par l'Occident lui-même ! Les États-Unis ont suspendu leur participation à l'UNESCO, envisagent leur retrait de l'OMS, contestent le rôle de l'ONU. Cette défiance affaiblit encore davantage un ordre mondial déjà fragilisé. Quand on regarde la reconnaissance sélective par ces mêmes pays occidentaux d'un État palestinien, on reste songeur.

Le Sud global représente aujourd'hui, à l'échelle mondiale, une agrégation de volontés qui, bien qu'hétérogènes en apparence, partagent des fondements communs. Ce ne sont pas des positions unifiées, mais des convergences profondes autour de nouveaux principes structurants. Pour le monde Et c'est précisément cette pluralité coordonnée qui donne naissance à une forme nouvelle de représentativité mondiale, capable d'impulser une transformation de l'ordre établi.

Refuser de voir cette dynamique à l'œuvre, c'est répéter l'erreur historique de ceux qui n'ont pas su lire la profondeur de la détresse des Gilets jaunes ou du peuple palestinien.

Croire qu'en l'absence d'institution ou de chef, il n'y a pas de mouvement, c'est s'enfermer dans une structure du passé que refusent près de six milliards d'être-humains. Or, c'est justement cette absence de forme qui rend ce mouvement incontournable.

Le Sud global est une coagulation mondiale de volontés disparates, mais convergentes. Une mosaïque puissante qui annonce peut-être le monde de demain ou qui annonce la fin d'une stabilité artificielle car collée à la photographie du monde prise en 1945.

À quelle universalité peut prétendre le Conseil de Sécurité de l'ONU s'il est structurellement bloqué ?
À quelle universalité peut prétendre le système Swift si son accès ou son refus ne dépend que des pays occidentaux ?

À minima, le Sud global exprime une volonté collective et non occidentales de repenser les équilibres internationaux.

À maxima, il pourrait bien s'imposer comme une vision alternative du monde, portée non plus par l'Occident, mais par les puissances non occidentales.

Ne pas l'accepter, ne pas en tenir compte ne fera que rendre inéluctable l'effondrement de l'influence de nos valeurs démocratiques occidentales que nous essayons tant bien que mal de sauver.